

à Paris **9 AVRIL** **GRÈVE** **INTERPROFESSIONNELLE !**

Le 9 Avril, CGT, FO, FSU, Solidaires appellent l'ensemble des salariés du privé comme du public à faire grève contre « le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, la loi Macron » qui aggravent la situation des salariés. Les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction Publique, les agents, les usagers. **Les Unions Départementales FO, CGT, Solidaires et FSU de l'Essonne** appellent tous les salariés à répondre à cet appel national, à se mettre en grève le 9 Avril et à manifester.

Il faut bloquer le gouvernement et le patronat

Avec le « **Pacte de responsabilité** », le gouvernement prend 40 milliards à la Sécurité Sociale et les offre aux patrons. Il impose un plan de rigueur jamais vu : 50 milliards de réduction des dépenses publiques.

Les salaires sont bloqués, les salariés s'appauvrissent. Non seulement aucun emploi n'est créé, mais le chômage et la précarité explosent. Toutes les garanties collectives (le code du travail, les statuts...) sont attaquées. Les services publics touchés de plein fouet par la rigueur sont au bord de l'explosion.

En faisant passer le projet de loi Macron en force « à coup » de 49-3, le gouvernement montre qu'il est déterminé, à n'importe quel prix, à aller jusqu'au bout pour remettre en cause et détruire toutes les conquêtes sociales. M. Valls annonce d'ailleurs qu'il va maintenant s'attaquer au temps de travail et au « dialogue social ».

Le patronat exige d'aller encore plus loin. Le gouvernement obéit : il vient de faire passer la loi Macron.

LA LOI MACRON, c'est...

- ⇒ Plus de facilités pour licencier,
- ⇒ La banalisation du travail le dimanche et du travail de nuit, la fin programmée des compensations salariales.
- ⇒ La possibilité pour le patron de déroger au code du travail, de court-circuiter le droit du travail et la justice prud'homale...

Les salariés n'ont aucune autre solution que le rapport de force, la grève interprofessionnelle pour bloquer l'offensive. Par le rapport de force, on peut les faire reculer. Rappelons-nous : la dernière fois qu'un gouvernement a utilisé le « 49/3 », c'était en 2006, c'était le CPE de Villepin. La mobilisation des jeunes et des salariés avec leurs syndicats avait obligé le gouvernement à retirer le CPE.

D'urgence, il faut :

- ⇒ L'augmentation des salaires et des pensions
- ⇒ L'arrêt des plans de licenciements, de suppressions d'emplois
- ⇒ L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures de services dans le public, la création d'emplois statutaires dans le public
- ⇒ La défense des garanties collectives, (code du travail, conventions collectives, statuts)

Il faut le retrait de la loi Macron et du pacte de responsabilité !

LE 9 AVRIL, à l'appel de CGT, FO, Solidaires et FSU, tous en grève et à la manifestation à Paris 13H Place d'Italie.